

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 30

Objet de la délibération : Environnement  
Energie - Plan Climat Energie Territorial -  
Approbation du projet de convention  
financière ADEME/CASA pour le  
déploiement des IRVE pour l'Ouest des  
Alpes Maritimes

 Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.114

Date de la convocation :

**Le 31/05/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage

en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture

en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 06 juin 2016**

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Monsieur OCCELLI,**

Dans le cadre du Plan Climat Ouest 06, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (CAPG) et la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (CAPL) souhaitent déployer un réseau d'infrastructures de charge pour accompagner et faciliter le développement des véhicules électriques et hybrides sur le territoire.

Suite à la délibération en Conseil Communautaire du 15 juin 2015, la CASA a approuvé la candidature conjointe CASA, CAPG et CAPL à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques » piloté par l'ADEME afin de pouvoir bénéficier de 50% de subvention sur les investissements liés aux coûts de fourniture, à la pose et au raccordement des IRVE au réseau électrique.

La CASA a répondu à cet AMI pour le déploiement de 35 bornes accélérées sur le territoire avec un montant prévisionnel des dépenses éligibles de 385 000 € HT. La subvention prévisionnelle attendue de l'ADEME est de 192 500 € HT.

Cette subvention sera accordée selon certaines conditions qui figurent dans la convention:

- Infrastructures accessibles au public, financées par un établissement public,
- Seuil minimum des projets : 200 000 €
- 1 point de charge minimum pour 3 000 habitants
- Obligation de gratuité du stationnement pour une durée minimale de 2 heures pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables, quels que soient les emplacements de stationnement, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, et ce pendant une durée minimale de deux (2) ans.
- Les travaux doivent être réalisés avant le 31/12/2017

Afin de pouvoir bénéficier de cette aide, il est nécessaire d'approuver la convention et ses annexes (documents joints en annexe) qui détaillent les obligations de la CASA et des communes ainsi que les modalités de versement des aides de l'ADEME.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention financière entre l'ADEME et la CASA au titre du déploiement des infrastructures de charge des véhicules électriques sur la CASA ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, Monsieur le Vice-président délégué aux transports et à la mobilité, à signer la convention financière entre l'ADEME ;
- d'imputer la recette sur le compte 1328 pour la partie investissement et 7478 pour la partie fonctionnement.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention financière entre l'ADEME et la CASA au titre du déploiement des infrastructures de charge des véhicules électriques sur la CASA ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, Monsieur le Vice-président délégué aux transports et à la mobilité, à signer la convention financière entre l'ADEME ;
- d'imputer la recette sur le compte 1328 pour la partie investissement et 7478 pour la partie fonctionnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 06 juin 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**Numéro : 1682C0058**

**Montant : 192 500,00 €**

## **CONVENTION DE FINANCEMENT**

**Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie**

**Projet : Dispositif de déploiement des IRVE pour l'Ouest des Alpes-Maritimes (06)**

**Notification du :**

**Entre :**

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement  
ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cedex 01  
inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309  
représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN  
agissant en qualité de Président

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat

désignée ci-après par "**l'ADEME**"

d'une part,

**Et :**

**Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

Cours Masséna, 06606 ANTIBES Cedex

N° SIRET : 24060058500014

Représentant : Jean LEONETTI

agissant en qualité de : Président

désignée ci-après par "**le Bénéficiaire**"

d'autre part,

Ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »

**Vu les textes applicables à la présente convention :**

Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative au Programme d'Investissements d'Avenir, complété par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014,

Vu la convention signée le 15 décembre 2014 entre l'Etat et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Véhicules et transports du futur »),

Vu le dispositif relatif aux modalités d'attribution des aides « Investissements d'Avenir » de l'ADEME adopté par son Conseil d'administration par délibération du 30 novembre 2010, dans sa version arrêtée au 10 octobre 2013 (ci-après le « **Règlement Financier** »),

Vu le dispositif « Déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables », publié le 10 janvier 2013 / 17 juillet 2014, sur le site de l'ADEME,

Vu le « Livre Vert sur les infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules décarbonés » d'avril 2011, porté par Monsieur Louis Nègre, Sénateur des Alpes-Maritimes, publié sur le site du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie,

Vu le « Guide technique pour la conception et l'aménagement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » de décembre 2014, qui porte mise à jour de la partie technique du Livre vert, publié sur les sites du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique,

#### **Vu les éléments versés au dossier du Bénéficiaire :**

Vu la demande d'aide du Bénéficiaire ayant fait l'objet d'un accusé réception en date du 16.11.2015,

Vu l'avis favorable du Comité de Pilotage du 11.12.2015,

Vu la décision du Premier ministre du 04.02.2016,

Vu la décision de l'assemblée délibérante du Bénéficiaire en date du 15.06.2015, actant l'engagement de ce dernier à procéder au déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, et portant sur l'achat et la mise en service d'un nombre de bornes de recharge ou un montant de dépenses de déploiement conforme au projet présenté à l'ADEME,

#### **Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS**

Les termes et expressions utilisés dans la présente convention et commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué dans la liste ci-après :

**Annexe** : désigne une annexe à la Convention.

**Convention** : désigne la présente convention de financement, y compris son préambule et les Annexes.

**Date du Versement Final** : désigne la date du versement final effectué par l'ADEME telle que définie à l'article 6 de la Convention.

**Etape-Clé** : désigne une étape de l'Opération correspondant à la disponibilité des rapports d'avancement correspondants, considérés comme représentatifs de l'avancement de l'Opération, et sélectionnés à ce titre pour évaluer cet avancement et pour permettre à l'ADEME de définir le montant effectif des aides à verser.

**Opération** : désigne l'opération décrite à l'article 2 de la Convention, faisant l'objet de l'aide versée par l'ADEME.

**Règlement Financier** : désigne le dispositif réunissant les principes et règles régissant les modalités d'attribution des aides « Investissements d'Avenir » de l'ADEME, tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration de l'ADEME et visé en préambule de la Convention.



## **ARTICLE 1 – OBJET**

La Convention a pour objet de définir les caractéristiques et le montant des dépenses de l'Opération, de fixer le montant et les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au Bénéficiaire par l'ADEME, intervenant en tant que mandataire, au nom et pour le compte de l'Etat.

Il a été convenu que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) soit le coordinateur de l'ensemble des bénéficiaires pour la réalisation de l'Opération (« **le Coordinateur** »). Interlocuteur principal de l'ADEME pour la réalisation de l'Opération, le Coordinateur est chargé de transmettre l'ensemble des documents et pièces justificatives de l'exécution de l'Opération ainsi que celles nécessaires au paiement de l'aide, sachant que les états récapitulatifs seront établis au nom de chacun des bénéficiaires pour les montants correspondant à leurs dépenses.

La Convention entrera en vigueur à compter de la date de notification figurant en tête de cette dernière. Elle demeurera en vigueur jusqu'à extinction complète des obligations respectives des Parties telles qu'elles sont définies ci-après.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des textes applicables visés en première partie du préambule de la Convention, et s'engage à s'y conformer.

Le Bénéficiaire déclare et garantit que les informations précédemment communiquées à l'ADEME sont exactes et sincères à la date de la signature de la Convention.

## **ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION**

L'opération envisagée consiste, dans le cadre du projet dénommé « **Dispositif de déploiement des IRVE pour l'Ouest 06** », à déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur le territoire de la **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**.

Le détail technique et les modalités de suivi de cette Opération figurent en Annexe « projet ».

## **ARTICLE 3 – DUREE D'EXECUTION ET MODALITES DE SUIVI DE L'OPERATION**

### **3.1 – Durée**

La durée d'exécution de l'Opération sera de 54 mois (durée du projet + 30 mois), à compter de la date de notification figurant en tête de la Convention.

### **3.2 – Modalités de suivi**

#### **3.2.1 – Comité de suivi de l'Opération**

Conformément à l'article 2.3.1 du Règlement Financier, un comité de suivi, composé des représentants ou de personnes mandatées par l'ADEME et par le Bénéficiaire, et chargé de suivre la mise en œuvre de l'Opération, se réunira à chaque Etape-Clé précisée dans l'Annexe « projet ».

#### **3.2.2 – Responsables techniques respectifs**

Les responsables chargés du suivi de l'Opération sont :  
Pour le Bénéficiaire : Benoît FERRY, Chargé de Mission Energie & Climat ;

Pour l'ADEME : L'ingénieur responsable du suivi de l'opération, pour la Direction Régionale PACA, Philippe BOEGLIN.

Les Parties conviennent de s'informer mutuellement, par écrit, dans le cas où elles changeraient leurs responsables respectifs.

### **3.2.3 – Déroulement de l'Opération**

Le calendrier de réalisation de l'Opération figure en Annexe « projet ».

Afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'Opération, le Bénéficiaire devra contribuer aux rapports qui seront remis à l'ADEME dans les délais définis ci-après :

- Deux rapports d'avancement, aux dates suivantes : 01.01.2017 ; 01.01.2018.
- Un rapport final au plus tard quarante-cinq (45) jours avant la fin de la durée d'exécution de l'Opération.

L'ADEME appréciera le contenu de chacun des rapports susvisés conformément à l'article 2.3.2 du Règlement Financier.

En outre, l'ADEME pourra vérifier, à l'occasion de chacune des Etapes-Clés déterminées et listées en Annexe « projet », que les conditions de réalisation de l'Opération selon les modalités prévues en Annexe « projet », y compris sur le plan technique, juridique et financier, sont bien réunies, en vue de décider de la poursuite, de la modification, de la réduction, du remboursement ou de l'arrêt des aides visées par la Convention.

### **ARTICLE 4 – MONTANT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES**

Le montant total prévisionnel des dépenses à engager par le Bénéficiaire pour la réalisation de l'Opération est fixé à 509 110 euros, étant entendu que le montant prévisionnel des dépenses éligibles est de **385 000 euros**.

L'éligibilité des dépenses sera prise en compte à compter du 10 janvier 2013.

### **ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE AU BENEFICIAIRE**

L'aide attribuée au Bénéficiaire est une subvention de l'Etat d'un montant maximum de **192 500 euros**.

Le détail des dépenses à engager par le Bénéficiaire et les modalités de calcul de l'aide figurent en Annexe « modalités financières »..

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de lien direct.

### **ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE**

#### **6.1 – Principes**

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au Bénéficiaire par l'ADEME, au nom et pour le compte de l'Etat, conformément aux dispositions définies à l'article 2.2.3 du Règlement Financier, selon les modalités suivantes :

- des versements intermédiaires, à la remise à l'ADEME de chacun des rapports d'avancement prévu(s) à l'article 3.2.3 ci-dessus, validé(s) par l'ADEME, dès lors que ces derniers sont accompagnés d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, certifié conforme par la personne habilitée, calculés en appliquant au montant des dépenses éligibles réalisées le taux d'aide défini en Annexe « modalités financières ».

En tout état de cause, le montant cumulé des versements intermédiaires ne pourra excéder 90 % du montant de l'aide.

- le solde, après remise à l'ADEME et validation par cette dernière du rapport final définitif prévu à l'article 3.2.3 ci-dessus, lequel devra inclure les données d'utilisation des bornes de recharge, sauf impossibilité démontrée par le Bénéficiaire de fournir lesdites données, et sur présentation d'un état récapitulatif global des dépenses réalisées certifié conforme par la personne habilitée et accompagné des justificatifs correspondants.

## **6.2 – Clause de suspension du versement de l'aide**

Nonobstant les dispositions prévues ci-dessus, aucun versement de l'aide ne pourra être effectué tant que le Bénéficiaire n'aura pas remis à l'ADEME la décision de l'assemblée délibérante de la collectivité sur le territoire de laquelle seront déployés la ou les bornes, actant l'engagement de cette dernière d'assurer, dans les six (6) mois suivant la notification de la Convention, la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables, quels que soient les emplacements de stationnement, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, et ce pendant une durée minimale de deux (2) ans.

A défaut de transmission de cette décision avant l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la notification de la Convention, le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun versement de la part de l'ADEME et la Convention deviendra caduque en toutes ses dispositions.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AIDE**

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du Bénéficiaire.

## **ARTICLE 8 – COMMUNICATION**

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à l'ADEME dans un délai maximal de un (1) mois à compter de sa demande, un support de communication diffusable publiquement (textes, données graphiques, photos, logos, ...) que l'ADEME pourra utiliser dans sa communication sur les Investissements d'Avenir.

Le Bénéficiaire s'engage, dans ses opérations de communication, à apposer la formule « opération réalisée avec le concours des Investissements d'Avenir de l'Etat, confiés à l'ADEME » accompagnée du visuel du programme des Investissements d'Avenir et du logo de l'ADEME, et ce quels que soient la forme et le support de ladite communication.

## **ARTICLE 9 – EVALUATION DE L'OPERATION**

Le Bénéficiaire s'engage à participer à toute évaluation intermédiaire ou ex-post menée dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir en acceptant de répondre à une enquête qualitative et de fournir tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux de l'Opération.

## **ARTICLE 10 – PROCEDURE EN CAS DE MANQUEMENT CONTRACTUEL DU BENEFICIAIRE**

En cas de manquement du Bénéficiaire à l'une ou l'autre de ses obligations au titre de la Convention et/ou du Règlement Financier, l'ADEME adressera une lettre de mise en demeure à ce dernier. Si, à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi de la lettre de mise en demeure, le Bénéficiaire n'a pas corrigé le ou les manquements concernés, ou n'a pas fourni à l'ADEME de justifications jugées satisfaisantes par cette dernière, l'ADEME adressera au Bénéficiaire un nouveau courrier par lequel elle lui notifiera sa décision de mettre en œuvre, le cas échéant, la ou les sanction(s) prévue(s) pour le ou les manquement(s) concerné(s), en application des dispositions de la Convention et/ ou du Règlement Financier.

## **ARTICLE 11 – PENALITES**

En cas de manquement significatif du Bénéficiaire au titre de la Convention et/ou du Règlement financier, l'ADEME, après mise en œuvre de la procédure décrite à l'article 10 ci-dessus, et sans préjudice de tout autre versement dû au titre des dispositions de la Convention et du Règlement Financier, notifiera au Bénéficiaire l'application d'une pénalité forfaitaire.

Cette pénalité forfaitaire, applicable une seule fois, sera d'un montant égal à 25% du montant maximum de l'aide attribuée au Bénéficiaire, tel que mentionné à l'article 5 de la Convention, actualisé à compter de la date de notification de la Convention.

## **ARTICLE 12 – INTERETS DE RETARD**

Toute somme due par le Bénéficiaire à l'ADEME au titre de la Convention et/ou du Règlement Financier, qui n'aurait pas été payée dans les trente (30) jours de sa date d'exigibilité sera productive, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'un intérêt moratoire calculé à compter de la date de cette exigibilité, à un taux égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal.

## **ARTICLE 13 – GARANTIES**

En cas de réclamations d'un tiers contre l'ADEME et/ou l'Etat en relation avec l'exécution de l'Opération par le Bénéficiaire, le Bénéficiaire tiendra l'ADEME et l'Etat quittes et indemnes de toutes ces réclamations.

## **ARTICLE 14 – DISPOSITIONS GENERALES**

La Convention est soumise au droit français. Le défaut d'exercice d'un droit par une Partie ou sa tolérance à l'égard d'un manquement de l'autre Partie à l'une de ses obligations ne constituera en aucune façon une renonciation à ses droits et n'affectera pas le droit de cette Partie d'en imposer ultérieurement le respect.

## **ARTICLE 15 – LISTE DES ANNEXES**

Les Annexes énumérées ci-dessous constituent partie intégrante de la Convention :

- Annexe « projet » : description de l'Opération comprenant le détail technique et les modalités de suivi de l'Opération,
- Annexe « modalités financières » : présentation du détail estimatif du montant des dépenses à engager par le Bénéficiaire pour la réalisation de l'Opération et des modalités de calcul de l'aide du Bénéficiaire.

**Fait en 3 exemplaires originaux  
A Marseille**

**Pour le « Bénéficiaire »**  
(Nom, qualité et cachet)

**Pour « l'ADEME »,  
agissant au nom et pour le compte de l'Etat**





## Annexe « modalités financières » à la Convention de financement n° 1682C0058

### A. Modalités de calcul de l'aide financière au bénéficiaire

#### A1. Détail estimatif du coût total et des dépenses éligibles

Le budget prévisionnel de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (**CASA**) d'un montant de 509 110 € est décrit ci-dessous :

Total des dépenses pour l'opération (€)	Montant des dépenses éligibles et retenues (€)	Total des dépenses pour infrastructures de recharge normale ou accélérée (€)	Total des dépenses pour infrastructures de recharge rapide (€)
509 110	385 000	385 000	0

Conformément au Dispositif "*Déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables – Edition 2014*", ne sont éligibles que les coûts de matériel, de génie civil et de raccordement au réseau du distributeur d'électricité. Ne sont pas éligibles notamment les coûts d'ingénierie, de maintenance, d'abonnement, d'exploitation ou les coûts liés au renforcement du réseau primaire ou à la promotion du service.

#### A2. Critères d'aides et modalités de calcul de l'aide

Le montant de l'aide attribuée est calculé conformément aux dispositions du dispositif relatif aux modalités d'attribution des aides « Investissements d'Avenir » de l'ADEME.

Pour cette opération, les règles de soutien sont les suivantes :

- Les infrastructures permettant la recharge accélérée jusqu'à 22 kVA bénéficient d'un taux de soutien de 50% des coûts éligibles d'investissements (coûts hors taxes), avec un plafond d'aide de 3 000 euros par point de charge,

#### A3. Modalités de versement

Le versement de l'aide se fera conformément à l'article 6 de la Convention de financement.

#### A4. Plan de financement

	Montant financé en €	% coût total	% dépenses éligibles
Aide PIA	192 500 €	37,81 %	50,00 %
Autres financements publics hors autofinancement	0 €	0 %	
Total Financements publics	192 500 €	37,81 %	
Autofinancement	316 610 €	62,19 %	
Total Opération	509 110 €	100 %	

## B. Justification des dépenses

ETAT RECAPITULATIF DE DEPENSES											
PROJET :		CONVENTION N°				NOM DU PARTENAIRE :					
Etat d'avancement période du JJ/MM/AA au JJ/MM/AA											
Nature de la dépense par poste	Dépense					Montant total de l'opération <sup>(1)</sup>		Montant éligible et retenu en € au JJ/MM/AA <sup>(1)</sup> (une colonne par catégorie d'aide)			
	Nom	Catégorie	Unité d'Œuvre Jour/homme	Temps passé	Coût Unitaire	Devise	€	Recharge normale	Recharge accélérée	Recharge rapide	Total
Salaire chargé (non environnés)											0,00
											0,00
											0,00
TOTAL Salaires chargés							- €	- €	- €	- €	- €
Sous-traitance (détail par fournisseur)	N° facture et DATE	Nom du Fournisseur		Motif de la dépense		Devise	€	Recharge normale	Recharge accélérée	Recharge rapide	Total
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
TOTAL Sous-traitance							- €	- €	- €	- €	- €
Autres coûts (détail par fournisseur et par poste de dépenses)	N° facture et DATE	Nom du Fournisseur		Motif de la dépense		Devise	€	Recharge normale	Recharge accélérée	Recharge rapide	Total
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
											0,00
TOTAL Autres coûts							- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL							#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!

<sup>(1)</sup> notion de HTR (Hors Taxes Récupérables)

- Si le bénéficiaire est non assujetti alors HTR= TTC

- Si le bénéficiaire est assujetti alors HTR= HT

Je soussigné (NOM ET QUALITE),

certifie que les dépenses ci-dessus servent directement et uniquement les objectifs du projet tels que définis dans la convention en référence, qu'elles sont contrôlables et enregistrées dans la comptabilité générale et analytique de l'établissement et qu'elles respectent les conditions d'éligibilité définies dans le règlement financier, notamment en termes de date de réalisation et de natures de dépenses.

Certifié par

(nom, qualité, date, signature et cachet)

L'état récapitulatif de dépenses devra être un **original**, sur **papier à en-tête du bénéficiaire, daté et signé** par toute personne habilitée à engager le bénéficiaire : indiquer le nom et la qualité du signataire.

Chaque poste de dépense devra être détaillé.

Les **dépenses de sous-traitance** devront être détaillées dans une liste en annexe avec les informations suivantes : date de la facture, nom du fournisseur, objet de la dépense, montant en € HTR (Hors Taxe Récupérable).

Pour les **factures en devises** : indiquer le montant en devises et la conversion en euro. Le taux de chancellerie utilisé est celui en vigueur au moment du paiement.

Pour **chaque état récapitulatif de dépenses intermédiaire** transmis, il conviendra d'**indiquer la période correspondant aux dépenses**.

### **LISTE DES JUSTIFICATIFS A PRESENTER AU SOLDE DU PROJET**

**Pour les structures non dotées d'un** commissaire aux comptes, d'un expert comptable externe ou d'un comptable public, l'état récapitulatif global des dépenses **doit être accompagné des justificatifs correspondants** pour la mise en paiement de l'échéance de solde : copies des factures (pas de fax, pas de devis, pas de bon de commande) certifiées « conforme à l'original ».

**Pour les structures dotées d'un** commissaire aux comptes, d'un expert comptable externe ou d'un comptable public, **un certificat de contrôle** (cf. modèle ci-dessous) établi et signé par ce dernier, attestant que les dépenses réalisées ont été imputées à l'opération aidée, peut remplacer les pièces justificatives à l'appui de l'état récapitulatif signé par leur représentant légal.

MODELE DE CERTIFICAT
<p>Je soussigné « nom et qualité du commissaire aux comptes, expert comptable externe ou comptable public »</p> <p>Certifie que les dépenses et charges exposées dans le relevé de dépenses pour la période du xx/xx/xx au xx/xx/xx dans le cadre de la convention N°xx relative au financement du projet NOM :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- correspondent aux règles d'éligibilité applicables</li><li>- sont inscrites dans les comptes de l'établissement</li><li>- sont imputées directement, à l'exception des dépenses connexes, et uniquement sur le projet financé, selon une méthode qui permet le contrôle de cette affectation.</li></ul> <p>Par ailleurs, l'ADEME se réservant la possibilité de tous contrôles qu'elle jugera nécessaire, j'ai bien noté conformément au dispositif relatif aux modalités d'attribution des aides "Investissements d'Avenir" de l'ADEME, l'obligation de tenir à disposition de l'ADEME tous les justificatifs financiers concernant cette opération et le reversement de tout montant qui aurait été perçu à tort.</p> <p>Qualité, nom, signature et cachet du commissaire aux comptes ou du comptable Public ou expert comptable externe</p>



## Annexe « projet » à la Convention de financement n° 1682C0058

<b>A.</b>	<b>DESCRIPTION DU PROJET .....</b>	<b>1</b>
A1.	LISTE DES PARTENAIRES .....	1
A2.	OBJECTIFS DU PROJET.....	1
A3.	ZONES DE DEPLOIEMENT.....	2
A4.	SOLUTIONS RETENUES.....	2
<b>B.</b>	<b>CALENDRIER DU PROJET .....</b>	<b>4</b>
B1.	PLANNING DU PROJET .....	4
B2.	ÉTAPES-CLES.....	4
<b>C.</b>	<b>SUIVI DU PROJET.....</b>	<b>4</b>
C1.	COMITE DE SUIVI .....	4
C2.	RAPPORTS .....	4
<b>D.</b>	<b>MISE A DISPOSITION DES DONNEES ESSENTIELLES .....</b>	<b>5</b>



### A. Description du projet

#### A1. Liste des partenaires

	Nom	Catégorie	Nom du représentant	Fonction
<b>Partenaire 1 (Coordinateur)</b>	C.A. du Pays de Grasse (CAPG)	Communauté d'Agglomération	Jérôme VIAUD	Président
<b>Partenaire 2</b>	C.A. Sophia Antipolis (CASA)	Communauté d'Agglomération	Jean LEONETTI	Président
<b>Partenaire 3</b>	C.A. des Pays de Lérins (CAPL)	Communauté d'Agglomération	Bernard BROCHAND	Président

NB : Le projet « IRVE Ouest 06 » regroupe les trois collectivités.  
Les trois collectivités bénéficiaires d'une aide seront ci-après désignées « les Bénéficiaires », tandis que la CAPG qui s'est désignée à l'instruction comme coordinateur du projet « IRVE Ouest 06 », sera au titre de cette fonction spécifique, ci-après désignée le cas échéant comme « le Coordinateur ».

*A noter que chaque collectivité fait l'objet d'une convention attributive différente, dotée de la présente annexe « projet » en commun et d'une annexe financière spécifique.  
Conventions n° 1682C0056 (CAPG) ; n° 1682C0057 (CAPL) ; n° 1682C0058 (CASA).*

#### A2. Objectifs du projet

Le périmètre du PCET Ouest 06, plan climat ambitieux approuvé en décembre 2013, compte 52 communes et 443 433 habitants, répartis sur trois agglomérations partenaires du présent projet, ayant toutes identifié une forte dépendance des transports à la voiture particulière ainsi qu'un impact important de ces transports sur leurs émissions atmosphériques :

Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (159 614 habitants), Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (180 329 habitants).

Ainsi le projet des 3 agglomérations répond aux enjeux suivants :

- Améliorer la qualité de l'air en augmentant le taux de pénétration des véhicules électriques au détriment des véhicules thermiques émetteurs de particules et d'oxyde d'azote ;
- Réduire la consommation d'énergie fossile et les émissions de gaz à effet de serre liées au transport ;
- Réduire les nuisances liées au bruit dans les centres urbains ;
- Renforcer l'attractivité du territoire.

Le projet consiste à mailler le territoire des 3 agglomérations de 110 IRVE soit 220 nouveaux points de charge, accessibles au public dans des parkings ou sur voirie, qui permettent de sécuriser la recharge des véhicules électriques avec une bonne interopérabilité (recharge et tarification identique sur l'ensemble des territoires).

Le choix des élus s'est porté sur un niveau d'ambition du projet relativement prudent en cohérence avec le développement réel du marché du véhicule électrique.

Ce projet répond aussi à d'autres objectifs : Articuler le PCET et le PDU de chaque collectivité, doter les parkings soumis à la réglementation d'IRVE, développer des flottes de véhicules décarbonés pour les collectivités de plus de 250 salariés, mettre en avant l'exemplarité des porteurs de projet.

### A3. Zones de déploiement

L'opération envisagée consiste à déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur le territoire de l'Ouest des Alpes-Maritimes, selon la répartition suivante :

Zone de déploiement	Charge normale (3 kVA)		Charge accélérée (3 à 22 kVA)		Charge rapide (43 kVA et +)	
	Nombre de bornes	Nombre de points de charge	Nombre de bornes	Nombre de points de charge	Nombre de bornes	Nombre de points de charge
<b>CAPG</b>	0	0	<b>50</b>	<b>100</b>	0	0
<b>CASA</b>	0	0	<b>35</b>	<b>70</b>	0	0
<b>CAPL</b>	0	0	<b>25</b>	<b>50</b>	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### A4. Solutions retenues

Le réseau de bornes déployé par les partenaires du PCET Ouest 06 se veut ouvert et interopérable. Chaque borne communiquera avec un système de supervision en OCPP.

Elles seront équipées d'un lecteur de carte sans contact compatible ISO 14443-A et ISO 14443 B et B' ainsi qu'avec les standards suivants :

- Mifare UltraLight et Mifare Classic
- Calypso (<http://www.calypsonet-asso.org/>)
- NFC (<http://www.nfc-forum.org/>)
- EMVCo (<https://www.emvco.com/>)

Le ou les modes de paiement dépendront des propositions faites aux partenaires du PCET Ouest 06 lors d'une consultation.

Les partenaires du PCET Ouest 06 ou l'opérateur qu'il désignera créera et mettra à jour un recensement des bornes selon le format de données défini en annexe 5 paragraphe 8.1 « Données statiques de l'IRVE à transmettre à la plateforme ouverte des données publiques » et 8.2 « Codification des identifiants des zones, points de charge et contrats pour l'interopérabilité » Les données seront transmises au site adéquat : [www.data.gouv.fr](http://www.data.gouv.fr).

Les Bénéficiaires s'engage à ce que les infrastructures de recharge électrique soient équipées :

- pour la recharge normale ou accélérée, d'au moins un socle de prise conforme au Type 2 ou Type 2S (dotée d'obturateurs mécaniques intégrés) et d'au moins un socle de prise conforme au type E/F,
- d'un dispositif de communication permettant à chaque point de charge de communiquer avec un système de supervision (état du point de charge, contrôle d'accès, paramètres d'usage), assurant en toutes circonstances le service de recharge aux usagers,
- a minima, d'un lecteur de badge RFID Mifare répondant à la norme ISO 14443-A (d'autres normes supplémentaires peuvent être spécifiées pour ce lecteur) permettant de contrôler l'accès au point de charge en l'assortissant d'un paiement éventuel de la recharge selon deux principes possibles :
  - soit par gestion de comptes clients auprès d'un opérateur,
  - soit par paiement bancaire (carte ou virement) d'une somme prédéfinie sur le compte de l'opérateur ou de la collectivité.

Pour plus d'informations, consulter le *Guide technique pour la conception et l'aménagement des IRVE* de décembre 2014.

## **Tarification et accessibilité**

La tarification de base envisagée est la suivante :

Le service sera payant dès la mise en service des bornes. Il est souhaité de favoriser les usagers réguliers avec des abonnements réduits par rapport au tarif de base. La tarification doit être attractive tout en empêchant les voitures « ventouses » avec un stationnement prolongé qui empêche une bonne rotation journalière.

- Tarification journée (Puissance jusqu'à 22kW): 2 €/ heure
- Tarification nocturne (Puissance de 3kW): 3 €charge complète (8h)

Les Bénéficiaires s'engagent à ce que les infrastructures de recharge électrique soient :

- d'accès public.



## B. Calendrier du projet

### B1. Planning du projet

Les Bénéficiaires s'engagent à réaliser ses investissements d'ici le 31 décembre 2017 (Ordre de Service travaux faisant foi).

Le planning prévisionnel de réalisation du projet est le suivant :

Partenaire	Planning prévisionnel de déploiement de Points de Charge, par année et par territoire			
	2015	2016	2017	Total
CAPG	0	nd *	nd *	<b>100</b>
CASA	0	nd *	nd *	<b>70</b>
CAPL	0	nd *	nd *	<b>25</b>
<b>Total</b>	0	<b>64</b>	<b>156</b>	<b>220</b>

*\* Le déploiement par année et selon les trois territoires n'est pas détaillé dans le dossier d'instruction (en novembre 2015), qui ne précise que le total à déployer par année.*

### B2. Étapes-clés

Les étapes-clés suivantes sont définies : en pratique, une par an maximum

Etape-clé	Date prévisionnelle	Rapport
EC1	1 <sup>er</sup> janvier 2017	Rapport d'avancement R1
EC2	1 <sup>er</sup> janvier 2018	Rapport d'avancement R2
EC3	1 <sup>er</sup> janvier 2020	Rapport final – bilan global à 2 ans R3

## C. Suivi du projet

### C1. Comité de suivi

Un comité de suivi, composé des représentants de l'ADEME et du Bénéficiaire, et chargé de suivre la mise en oeuvre de l'opération, se réunira lors des étapes-clé. Ce comité de suivi pourra également se réunir à la demande de l'ADEME pendant la période d'exécution du projet.

### C2. Rapports

A chaque étape-clé sera remis par le Coordinateur du projet un rapport d'avancement, concernant l'ensemble du déploiement du projet IRVE Ouest 06 sur les trois territoires.

La date T0 est la date de commencement du présent projet, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Rapport	Descriptif	Date	Objectif
R1	Rapport d'avancement sur le déploiement global en cours	01.01.2017	Pose de 32 bornes
R2	Rapport d'avancement sur le déploiement global en cours	01.01.2018	Pose de 78 bornes
R3	Rapport final	01.01.2020	Evaluation à 2 ans

Les rapports d'avancement et le rapport final renseigneront a minima sur :

- Le nombre de points de charge installés ;
- Les caractéristiques techniques de ces points de charge (puissance, type de socle de prise ou de connecteurs, mode de paiement, etc) ;
- La conformité de ces points de charge en matière d'interopérabilité des services de recharge avec les exigences du Dispositif d'aide en faveur du déploiement d'infrastructures de recharge des Investissements d'Avenir ;
- La localisation de ces points de charge ;
- Les conditions d'utilisation (accessibilité, tarification, etc) des bornes par les utilisateurs et notamment la date (éventuellement prévisionnelle) de mise en service ;
- Le déroulement des travaux :
  - Vision budgétaire : coûts réels par partenaire, nouvelle prévision budgétaire ;
  - Vision planning : durée de réalisation, retards éventuels.

En outre, les Bénéficiaires s'engagent à fournir dans le rapport final les données suivantes collectées pendant une durée de deux (2) ans après la validation par l'ADEME du dernier rapport d'avancement :

- Nombre de connexions par borne de recharge (en rappelant le nombre de points de charge associés à la borne, la localisation géographique de la borne et le type de charge (normale, accélérée ou rapide) que la borne permet) ;
- Nombre de connexions par tranches de durée de charge (tranches 0-1h, 1-2h, 2-4h, 4-8h, 8h et plus) par borne de recharge (présentation sous forme d'histogramme) ;
- Energie (en kWh) fournie par borne de recharge ;
- Taux d'utilisation par point de charge ;
- Nombre d'abonnés au service de recharge (si le service nécessite un abonnement).

## D. Mise à disposition des données essentielles

Les Bénéficiaires s'engagent, **au fur et à mesure de la mise en service des infrastructures de recharge**, à transmettre sous forme de tableau mis à jour, à la plateforme gouvernementale ouverte des données publiques ([www.data.gouv.fr](http://www.data.gouv.fr)), les informations statiques relatives aux caractéristiques des installations comprenant a minima :

- L'identifiant de la station (ou zone de charge) : *[ID\_station]*
- Le nom de la station (« parking X », « quartier Y », « centre commercial Z », ...) : *[nom\_station]*

- L'adresse postale complète de la station : *[adresse\_station]*
- Les coordonnées en latitude et longitude (au minimum au format WGS84) : *[latitude\_WSG84]* ; *[longitude\_WSG84]*
- Le nom de la collectivité porteuse du projet : *[nom\_porteur]*

et, sur autant de lignes que nécessaires ayant en dénominateur commun les données ci-dessus, les caractéristiques de chacune des bornes :

- Le type de charge (normale, accélérée, rapide) : *[type\_charge]*
- Le nombre de points de charge sur l'emplacement : *[nbre\_pdc]*
- Les types de connecteurs (séparés par des "-") par point de charge (E/F-T2-CHAdEMO-Combo2-autre...) : *[type\_connecteur]*
- La date de mise à jour : *[date\_maj]*
- Les observations : *[observations]*

Ces données sont adressées simultanément sous au moins deux formats de données (.xls et .csv).



**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 06/06/2016  
Numéro : BC.2016.114  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Plan Climat Energie Territorial - Approbation du projet de convention financière ADEME/CASA pour le déploiement des IRVE pour l'Ouest des Alpes Maritimes  
Matière : 8.7 - Transports  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937122  
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-26-37.00  
Envoyé le : 23/06/2016  
à (TU) : 07h26:58

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/06/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI\_6113-DE

**Acte reçu**

Date : 06/06/2016  
Numéro interne : AOI\_6113  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Plan Climat Energie Territorial - Approbation du projet de convention financière ADEME/CASA pour le déploiement des IRVE pour l'Ouest des Alpes Maritimes  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160606-AOI\_6113-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 3  
006-240600585-20160606-AOI\_6113-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160606-AOI\_6113-DE-1-1\_3.pdf  
006-240600585-20160606-AOI\_6113-DE-1-1\_4.pdf